AR Prefecture

006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL DE LA COMMUNE DE SOSPEL
SEANCE DU 31 MAI 2023
L'AN DEUX MIL VINGT TROIS ET LE TRENTE ET UN MAI A 20H30
Délibération 2023-31-05-01

Le Conseil Municipal de cette Commune, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de Monsieur Jean-Mario LORENZI, Maire

	Présent(e)	Absent(e)	Procuration		Commentaires
			Donnée	Nom du Mandataire	
Christophe BRUNENGO	☐	x	x	Jean-Mario LORENZI	
Eliane ALBIN	x	☐	☐		
Renaud DETOEUF	x	☐	☐		
Martine FERRERO	x	☐	☐		
David BOUSSEAU	x	☐	☐		
Christine COSENTINO	☐	x	☐		
Michel POGGI	x	☐	☐		
Nicole RAIBAUT	☐	x	x	Khédidja OUNIS VANPOUCHE	
Martine CHAVONET	x	☐	☐		
Michel CHAMPOUSSIN	☐	x	x	Eliane ALBIN	
Khédidja OUNIS VANPOUCHE	x	☐	☐		
Laurence GIRAUD	x	☐	☐		
Richard COLSON	x	☐	☐		
Livia VERET	☐	x	x	Martine CHAVONET	
Véronique TROCH	x	☐	☐		
Nicolas CROO	☐	x	☐		
Marianne GERMANO ORFAO	☐	x	x	Lucas CHAREF	
Cyril BLANSCHE	x	☐	☐		
Nicolas REY	☐	x	x	Martine FERRERO	
Lucas CHAREF	x	☐	☐		
Jean-Pierre PEGLION	x	☐	☐		
Thierry GRIMONT	x	☐	☐		
Brigitte SCOTTO LOMASSèSE	☐	x	x	Jean-Pierre PEGLION	
Jérôme BERETTI	x	☐	☐		
Christophe DECADI	x	☐	☐		
Eliane CAMOSSETTO MUNOZ	x	☐	☐		

Secrétaire de Séance : Lucas CHAREF

Objet : Convention avec le Département des Alpes Maritimes « Mon voisin a du cœur »

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

Vu la Loi N° 2015-1776 du 28 décembre 2015, relative à l'adaptation de la société au vieillissement (Loi ASV)
Vu le plan départemental d'aide aux aidants de 2019 (PDAA)

Vu le code de l'action sociale et des familles et notamment l'article L 123-5

Considérant que le département des Alpes Maritimes a voulu et porté un dispositif gratuit et innovant de mise en relation des séniors et d'aidants bénévoles ayant pour objectif de permettre à des volontaires d'apporter leur soutien aux séniors isolés et à leurs aidants,

Considérant le souhait de la commune de s'engager auprès des aidants et de continuer à lutter contre l'isolement des séniors les plus fragiles, notamment par l'intermédiaire du centre communal d'Action Sociale (CCAS) en charge de mettre en œuvre l'action sociale de la commune et tout particulièrement auprès des séniors Sospellois.

Considérant que la commune, le département des Alpes Maritimes et le CCAS ont décidé d'établir une convention tripartite, afin de formaliser leur partenariat, dans laquelle chacun s'engage auprès des séniors.

Ainsi la commune orientera les aidants du territoire vers le dispositif « mon voisin 06 a du cœur », le CCAS assurera le suivi social des séniors en difficulté ou en situation de fragilité et le département mettra à disposition de la ville gratuitement, la plateforme d'entraide et associera celle-ci au jury de sélection des bénévoles.

Le conseil municipal à l'unanimité des membres présents et représentés, après avoir ouï l'exposé de son rapporteur Mme Eliane ALBIN, 2ème Adjoint :

- Approuver le principe de partenariat à titre gratuit entre la commune, le département des Alpes Maritimes et le CCAS de Sospel

- Autorise Monsieur le Maire à signer la présente convention de partenariat et à prendre toutes les mesures nécessaires à sa mise en œuvre.

Ainsi fait et délibéré, l'an, mois et jour que dessus.

		Commentaires
Pour	*25*	
Contre	*00*	
Absentions	*00*	

Le Maire,

Le secrétaire de séance

Mairie de SOSPEL 06380 SOSPEL

Mairie de SOSPEL 06380 SOSPEL

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

DÉPARTEMENT DES ALPES-MARITIMES

DIRECTION GENERALE
DES SERVICES DEPARTEMENTAUX

DIRECTION GENERALE ADJOINTE
POUR LE DEVELOPPEMENT DES
SOLIDARITES HUMAINE

DIRECTION DE L'AUTONOMIE ET DU HANDICAP

CONVENTION n° 2023 – DGADSH CV 433

entre le Département des Alpes-Maritimes et la commune de SOSPEL relative au partenariat dans le cadre des actions liées au plan départemental d'aide aux aidants

Entre : Le Département des Alpes-Maritimes,

représenté par le Président du Conseil départemental, Monsieur Charles Ange GINESY, domicilié en cette qualité au centre administratif départemental, 147 boulevard du Mercantour, B.P. 3007, 06201 Nice cedex 3, et agissant conformément à la délibération de la commission permanente en date du 16 avril 2021, ci-après dénommé « le Département »

d'une part,

Et la commune de SOSPEL,

représentée par Monsieur Jean-Mario LORENZI ayant son siège social : 5, Boulevard de la première-DFL – 06380 SOSPEL, ci-après dénommé(e) « le cocontractant »

d'autre part,

Et le CCAS de SOSPEL,

représenté par Monsieur Jean-Mario LORENZI , Maire et Président du C.C.A.S ayant son siège social : 5, Boulevard de la première-DFL – 06380 SOSPEL, ci-après dénommé(e) « le cocontractant »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

ARTICLE 1 : OBJET

La présente convention a pour objet de définir les modalités du partenariat entre le Département des Alpes-Maritimes, la commune et le CCAS de SOSPEL , pour la mise en œuvre d'actions en faveur des aidants.

ARTICLE 2 : CONTENU ET OBJECTIFS DE L'ACTION

Ce partenariat concerne notamment le déploiement de la plateforme d'entraide et de bénévolat « mon voisin 06 a du cœur ».
La commune de SOSPEL s'engage à orienter les aidants de son territoire vers ce dispositif départemental et à assurer la promotion du dispositif au moyen des outils de communication fournis par le Département et adapté à la commune.
Elle s'engage également à échanger sur les situations relevant des problématiques traitées par l'ensemble des services départementaux.

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

Le Département s'engage à mettre à disposition de la commune de SOSPEL l'ensemble du dispositif « mon voisin 06 a du cœur », à saisir la commune ou le CCAS en amont des jurys lorsque les bénévoles sont connus de ces derniers, à réorienter vers les services du CCAS les seniors qui apparaitraient en difficulté ou en situation de fragilité.

A terme le partenariat pourra être étendu à l'ensemble des actions du plan départemental d'aide aux aidants (pièces de théâtre, groupes d'échanges, parcours d'information…)

ARTICLE 3 : MODALITES D'EVALUATION
La présente action fera l'objet d'un bilan annuel de l'action, au moyen d'une réunion avec l'ensemble des partenaires concernés

ARTICLE 4 : MODALITES FINANCIERES
Cette convention de partenariat est sans incidence financière.

ARTICLE 5 : PRISE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION
La présente convention est applicable à compter de sa notification pour la période de validité du plan d'aide aux aidants.

ARTICLE 6 : MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION
6.1. Modification :
La présente convention pourra être modifiée par voie d'avenant, préalablement soumis pour accord aux deux parties.

La demande de modification de la présente convention sera réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte.
En cas de changement de statut juridique du cocontractant, la présente convention sera modifiée par voie d'avenant, pris après information préalable et accord exprès du Département sur le transfert de la présente convention.

Le cocontractant transmettra notamment au Département l'ensemble des pièces relatives au changement de son statut juridique : procès-verbal du conseil d'administration, délibération autorisant le changement de statut ou le transfert à une autre entité, RIB et documents administratifs nécessaires au transfert de titulaire.

6.2. Résiliation :

6.2.1. Modalités générales :
En cas d'inexécution ou de modification des conditions d'exécution et de retard pris dans l'exécution de la présente convention par le cocontractant, pour une raison quelconque, celui-ci doit en informer l'administration sans délai par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de non-observation des clauses de la présente convention et après mise en demeure par le Département, effectuée par lettre recommandée avec accusé de réception et restée sans effet pendant 30 jours calendaires, la présente convention pourra être résiliée de plein droit, sans qu'il y ait besoin de faire ordonner cette résolution en justice, ni de remplir aucune formalité.

Le cas échéant, le cocontractant sera alors tenu de reverser au Département les sommes indûment perçues.
6.2.2. Résiliation pour inexécution des obligations contractuelles :
Le Département peut mettre fin à la présente convention lorsqu'il apparaît que le cocontractant n'a pas respecté les clauses contractuelles, a contrevenu à ses obligations règlementaires, n'a pas respecté les délais d'exécution prévus. Cette résiliation intervient après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception restée infructueuse dans le délai de 30 jours. Elle ne donne lieu à aucune indemnisation.

6.2.3. Résiliation unilatérale :
Le Département peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution de la présente convention pour un motif d'intérêt général.
La décision de résiliation de la convention est notifiée au cocontractant par lettre recommandée avec accusé de réception. Sous réserve des dispositions particulières mentionnées ci-après, la résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

ARTICLE 7 : COMMUNICATION

Le cocontractant s'engage en termes de communication, à mettre en œuvre les moyens nécessaires à une valorisation de la contribution du Département, ainsi qu'à informer systématiquement et au préalable le Département des dates et lieux des opérations mises en place dans le cadre de la promotion de l'événement.

D'une façon générale, le cocontractant fera en sorte de mettre en valeur et de rendre clairement visible le logo du Département des Alpes-Maritimes sur toutes publications réalisées. Il devra soumettra au Département, pour accord préalable et écrit, les documents reproduisant le logo du Département. Celui-ci sera reproduit dans les conditions de taille et selon un emplacement mettant en avant l'importance de cette relation.

Le cocontractant devra en plus de la présence du logo sur les supports de communication :

- adresser des invitations lorsqu'il organise ses manifestations,
- autoriser le Département à mettre de la signalétique promotionnelle sur le lieu de l'événement,
- prévoir la présence de l'édito du Président du Département sur la brochure de présentation,
- prévoir une page de publicité dans la brochure de l'événement,
- intégrer une fiche d'information sur les actions du Département dans le dossier de presse de l'événement,
- intégrer le logo du Département sur le site internet renvoyant sur le site de la collectivité.

ARTICLE 8 : ASSURANCES ET RESPONSABILITES

Le cocontractant devra contracter les assurances nécessaires pour couvrir tous les accidents dont pourraient être victimes ou responsables les personnes physiques dans le cadre de l'exécution de la présente convention, pendant la durée de l'action et en lien direct avec celle-ci.

ARTICLE 9 : LITIGES

Les deux parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations de la présente convention ou à son exécution au moyen d'une lettre recommandée avec accusé de réception adressée à l'autre cocontractant.

A défaut de résolution amiable intervenue dans le délai d'un mois suite à réception de la lettre recommandée avec accusé de réception mentionnée à l'alinéa précédent, les litiges relatifs à la présente convention seront portés devant le tribunal administratif de Nice.

ARTICLE 10 : CONFIDENTIALITE ET PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

10.1. Confidentialité :

Les informations fournies par le Département des Alpes-Maritimes et tous documents de quelque nature qu'ils soient résultant de leur traitement par le cocontractant restent la propriété du Département des Alpes-Maritimes.

Tous les documents et les données récoltées via tous logiciels, emails, fiches de liaison sont strictement couverts par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal). Les parties sont tenues, ainsi que l'ensemble de leur personnel, à l'obligation de discrétion et à l'obligation de confidentialité durant toute l'exécution de la présente convention et après son expiration.

Conformément aux articles 34 et 35 de la loi du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le cocontractant s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment, d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le cocontractant s'engage à respecter, de façon absolue, les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel et ses sous-traitants :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations confiés, à l'exception de celles nécessaires pour les besoins de l'exécution de sa prestation, objet du présent contrat ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées dans le cadre du contrat ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du contrat ;
- prendre toutes mesures, notamment de sécurité matérielle, pour assurer la conservation des documents et informations traités tout au long de la durée du présent contrat.

En fin de convention, et conformément à la durée légale de conservation des documents, il s'engage à :

- procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies, sauf en cas de continuité de l'action ;
- ou à restituer intégralement les supports d'informations selon les modalités prévues au présent contrat.

Si pour l'exécution de la présente convention, les parties ont recours à des prestataires de service, ceux-ci doivent présenter des garanties identiques pour assurer la mise en œuvre des mesures et des règles de confidentialité sus-énoncées.

Dans ce cas, les parties s'engagent à faire souscrire à ces prestataires de services les mêmes engagements que ceux figurant dans le présent article. A défaut, un engagement spécifique doit être signé par lesdits prestataires mettant à la charge de ces derniers les obligations sus-énoncées.

Le Département des Alpes-Maritimes se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le cocontractant.

Il est rappelé qu'en cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut également être engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-5 du code pénal.

Le Département des Alpes-Maritimes pourra prononcer la résiliation immédiate de la convention, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

10.2. Protection des données à caractère personnel et formalités CNIL :
Le partenaire signataire de la convention s'engage à respecter les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi n° 2004-801 du 6 août 2004, le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ; et la nouvelle réglementation sur la protection des données personnelles.

Droit d'information des personnes (en cas de collecte des données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Le signataire de la convention s'engage à fournir aux personnes concernées par les opérations de traitement et de collecte de données, l'information liées à leurs droits ;

Exercice des droits des personnes (en cas de gestion de données personnelles entrant dans le champ de la convention)
Dans la mesure du possible, le signataire de la convention doit aider le Département des Alpes-Maritimes à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Délégué à la protection des données
Le signataire de la convention communique au Département des Alpes-Maritimes le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Registre des catégories d'activités de traitement
Le signataire de la convention *(qu'il soit considéré comme responsable de traitement ou sous-traitant),* déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement conformément à l'article 30 du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

10.3. Sécurité des données à caractère personnel : annexe jointe à la présente convention.

AR Prefecture

006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

Nice, le

Le Président du Département des Alpes-Maritimes

Charles Ange GINESY

Le Maire de SOSPEL
et Président du CCAS

Jean-Mario LORENZI

Mairie de SOSPEL
06380 SOSPEL

AR Prefecture

006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

ANNEXE A LA CONVENTION PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Entrée en vigueur du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)

Cette annexe a pour objectif, sans que cela ne soit exhaustif, de balayer les obligations liées à l'entrée en vigueur du Règlement 2016/679 et de rappeler les éléments majeurs à prendre en compte par le cocontractant qui porte également une responsabilité (article 82 et suivants du règlement).

Le Département, ainsi que le cocontractant, signataire de la convention (dont les obligations sont visées au considérant (1) et à l'article 28 du Règlement), doivent prendre toutes les précautions utiles au regard des risques présentés par les traitements pour préserver la sécurité des données à caractère personnel (Section 2, article 32 à 34 du Règlement). Ils doivent, notamment au moment de leur collecte, durant leur transmission et leur conservation, empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès. Ils s'engagent à présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à sécuriser le traitement. Il appartient en particulier au cocontractant, signataire de la convention d'engager d'ores et déjà le « Privacy by Design » afin de se mettre en conformité.

Les impacts de ce règlement sont majeurs en termes de droits pour l'usager et en termes d'organisation et d'actions liées à la sécurité des traitements.
A cet égard, le cocontractant dont les obligations sont édictées par l'article 28 du Règlement 2016/679, doit notamment s'assurer que :

- toute transmission d'information via un canal de communication non sécurisé, par exemple internet, s'accompagne de mesures adéquates permettant de garantir la confidentialité des données échangées, telles qu'un chiffrement des données ;

- les personnes habilitées disposant d'un accès aux données doivent s'authentifier avant tout accès à des données à caractère personnel, au moyen d'un identifiant et d'un mot de passe personnels respectant les recommandations de la CNIL voire de l'ANSSI, ou par tout autre moyen d'authentification garantissant au moins le même niveau de sécurité ;

- un mécanisme de gestion des habilitations doit être mis en œuvre et régulièrement mis à jour pour garantir que les personnes habilitées n'ont accès qu'aux seules données effectivement nécessaires à la réalisation de leurs missions. Le cocontractant, signataire de la convention, s'engage à définir et formaliser une procédure permettant de garantir la bonne mise à jour des habilitations ;

- des mécanismes de traitement automatique garantissent que les données à caractère personnel seront systématiquement supprimées, à l'issue de leur durée de conservation, ou seront renvoyées au responsable de traitement ou feront l'objet d'une procédure d'anonymisation rendant impossible toute identification ultérieure des personnes concernées et ce en fonction de la réglementation en vigueur et des délais de conservation en lien avec le traitement et le Département. Concernant les mécanismes d'anonymisation, il conviendra de s'assurer que les statistiques produites ne permettent aucune identification, même indirecte, des personnes concernées ;

- les accès à l'application (par exemple en télémaintenance) doivent faire l'objet d'une traçabilité afin de permettre la détection d'éventuelles tentatives d'accès frauduleux ou illégitimes. Les accès aux données considérées comme sensibles, au regard de la loi du 6 janvier 1978 modifiée et du règlement européen relatif à la protection des données, doivent quant à eux être spécifiquement tracés en incluant un horodatage, l'identifiant de l'utilisateur ainsi que l'identification des données concernées, et cela pour les accès en consultation, modification ou suppression. Les données de journalisation doivent être conservées pendant une durée de six mois glissants à compter de leur enregistrement, puis détruites ;

AR Prefecture
006-210601365-20230531-2023310511-DE
Reçu le 06/06/2023
Publié le 06/06/2023

- Le cocontractant s'interdit de recourir à des sous-traitants (article 28 – 2° du Règlement) sauf cas prévu dans le cadre du marché passé avec la collectivité. Il s'engage, en recourant à un sous-traitant, au nécessaire maintien de la sécurité et de la confidentialité des données qui lui ont été confiées par le Département.

Concernant la détermination du niveau de sécurité requis en fonction du traitement

Le cocontractant s'engage à mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque, avec en particulier la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement.

Lorsque la finalité du traitement est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et les libertés des personnes physiques, le cocontractant fournit une aide au responsable de traitement (article 28-3° -f) en aidant à la réalisation une analyse **d'impact sur la vie privée** (art. 35 du règlement) : évaluation globale du risque présenté par le traitement pour les droits et libertés des personnes.

Concernant les failles de sécurité, physiques ou logiques (articles 33 et 34 du Règlement)

Le cocontractant s'engage à communiquer au responsable de traitement, dans les plus brefs délais et au maximum dans les quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes ou indirectes sur le traitement des données transmises par le Département des Alpes-Maritimes.

Le cocontractant documentera le plus précisément possible la faille de sécurité en indiquant les faits concernant la violation des données à caractère personnel, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Concernant la conformité des traitements

Le cocontractant met à la disposition du Département des Alpes-Maritimes toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues par le Règlement 2016/679 relatif à la protection des données des personnes physiques et pour permettre la réalisation d'audits.